

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE GRAND CHATELLERAULT

Délibération du bureau prise par délégation

du 22 janvier 2018

n°15

page 1/2

EXTRAIT:

**GRAND
CHÂTELLERAULT**

COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION

Nombre de membres en exercice : 25

PRESENTS (19) : M.ABELIN, M.PEROCHON, M.SULLI, M.COLIN, Mme LAVRARD, M.TREMBLAIS, Mme BOURAT, Mme AZIHARI, M.MEUNIER, M.PREHER, M.BONNET, M.CHAINE, M.DAGUISE, Mme MOREAU, M.JUGE, M.GAUTHIER, M.GUIMARD, Mme PIAULET, M.MELQUIOND

POUVOIRS (2) :

M.BEN EMBAREK donne pouvoir à M.ABELIN
Mme DE COURREGES donne pouvoir à M.JUGE

EXCUSES (4) : M.PICHON, Mme BARREAU, M.BARBOT, M.HENEAU

Secrétaire de séance : Madame Christine PIAULET

RAPPORTEUR : Madame Pascale MOREAU

OBJET : Adhésion au RTES, Réseaux des Territoires de l'Économie Sociale

Le RTES se propose d'être le lieu de rencontres des collectivités régions, départements, pays, intercommunalités, communes,... engagés dans une démarche d'économie sociale et solidaire, autour d'une conviction : l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) est une économie en capacité d'apporter des réponses aux besoins économiques, sociaux et environnementaux des territoires.

Ensemble, ces collectivités co-construisent des modes de faire, se forment, s'enrichissent mutuellement d'expériences, évaluent leurs actions.

Parmi les champs d'action du RTES, nous pouvons retrouver les thèmes suivants :

- création d'emplois, de richesses et développement d'activités sociales et économiques,
- finances solidaires, monnaies locales,
- développement de la démocratie participative, démocratie locale et éducation populaire,
- services aux personnes, insertion, égalité des droits / lutte contre toutes les discriminations,
- commerce équitable, achat éthique, circuits courts,
- protection de l'environnement, de la santé, des ressources naturelles,
- coopération internationale,...

Plus de 130 collectivités adhèrent aujourd'hui au RTES autour d'une charte pour le développement de l'économie sociale et solidaire.

La charte du RTES vise le développement durable des territoires par l'ancrage de l'emploi et la sécurisation des parcours, le bien-être des habitants et la qualité de vie, l'implication citoyenne et la mise en œuvre de coopérations dans chaque projet.

Elle se fonde sur :

- le partenariat au niveau local (élus – État – acteurs socio-économiques)
- la participation citoyenne (entreprendre ensemble) et les pratiques démocratiques
- l'hybridation des ressources (public/privé, marchand/non marchand, monétaire/non monétaire)
- la mise en réseau des expériences locales, nationales et internationales.

Au regard de la dynamique engagée par Grand Châtellerault en faveur de l'Economie Sociale et Solidaire, il est proposé d'adhérer à ce réseau national pour une année.

* * * * *

Délibération du bureau prise par délégation

du 22 janvier 2018

n°15

page 2/2

VU la délibération n° 2 du conseil communautaire du 22 avril 2014 déléguant une partie des attributions du conseil au bureau,

CONSIDERANT l'enjeu que représente le développement de l'Économie Sociale et Solidaire pour le territoire de l'agglomération,

CONSIDERANT le rôle du développement de cette économie sur l'attractivité du territoire, le sentiment d'ancrage des habitants à leur lieu de vie, et l'impact sur l'emploi durable,

CONSIDERANT qu'en adhérant au Réseau RTES, la Communauté d'Agglomération entre dans une dynamique de réseau propice à la mise en place d'actions pour favoriser la co-construction des politiques publiques, les actions de coopérations et d'innovations sociales, afin de mieux répondre aux besoins du territoire,

Le bureau communautaire, ayant délibéré, décide :

- d'adhérer au Réseau RTES pour une durée limitée à un an. Le montant annuel de l'adhésion est de 650 € TTC.
- d'autoriser le Président ou son représentant à signer tout document relatif à cette adhésion.

La dépense sera imputée sur le compte 90.10 / 6281 / 4300.

UNANIMITE

Certifié exécutoire

Par le président de la communauté d'agglomération

Publié au siège de Grand Châtellerault le 24/01/2018

Pour ampliation,

Pour le président et par délégation,

La responsable du service juridique

Nadège GROLLIER